

voulait maintenant faire revenir la commission, qui était déjà à Rome depuis plus d'un an, sans avoir rien obtenu. Naturellement, disait l'empereur, à Rome on n'a jamais le temps de travailler (1). Pendant le carnaval, il faut que les cardinaux dansent et dorment pendant la journée pour se remettre des nuits blanches; durant le carême ces hommes saints s'exercent avec tant de zèle dans l'ascétisme, que les forces pour le travail leur manquent. Pendant la semaine sainte, enfin, ils doivent chanter et faire des processions, et la semaine après Pâques ils sont obligés de passer leur temps à boire et à manger, pour reprendre leurs forces perdues pendant le carême. On disait « blanc » à M. Velasquez et on soufflait « noir » dans l'oreille de Fischer. On disait à la commission qu'avec elle seule on pouvait négocier, et au père Fischer que ce n'était qu'avec lui qu'on pouvait arriver à un résultat. Dans ces remarques on voyait parfaitement l'influence du père Fischer. L'empereur Maximilien était outré du clergé, mais pour montrer que ceci ne nuisait en aucune façon à sa foi et à sa pitié, il avait l'intention d'acheter à Rome une petite et vieille église et de la consacrer à Notre-Dame de la Guadeloupe.

L'empereur ne mettait pas seulement l'échec du concordat sur le compte de la mauvaise volonté de la Curie romaine, mais aussi sur celui des intrigues d'ecclésiastiques mexicains dont il résolut de punir la manière de procéder « d'une façon exemplaire (2) ». En outre, il rendait aussi le manque d'un appui de la part des puissances européennes responsable de son insuccès. Les nouvelles concernant la situation en Europe, qui devenait de plus en plus critique, le rendaient très pensif et semblaient devoir annoncer un cataclysme général. De la France seulement il faisait toujours grand cas. « Il est triste de voir, écrivait-il (3), comme les dignes gouvernements de la vieille Europe sont aveugles et le restent toujours, comme ils n'apprennent jamais rien et ne peuvent s'élever à la hauteur de leur siècle; seule la position de la France est brillante et

(1) Empereur Maximilien à Velasquez de Léon, Chapultepec, 30 juin 1866. Vienne, Archives de l'État.

(2) Empereur Maximilien à Velasquez de Léon, Cuernavaca, 18 mai 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

(3) Empereur Maximilien à Eloin, 4 mai 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

cette nation sera la seule qui, grâce à l'habileté de son souverain, profitera de telles complications. »

Plein de mauvaise humeur, Maximilien avait donné ordre à Velasquez (1) de demander d'une façon catégorique à la Curie romaine si elle voulait accepter ou non le concordat. Mais ceci n'était pas le moyen pour faire avancer la chose. Maximilien voulait maintenant faire à Rome ce qu'il avait fait à Paris, mais Velasquez évita de montrer la brusquerie, ordonnée par son souverain, et tout resta en suspens. Napoléon semblait maintenant regretter ses façons de procéder énergiques vis-à-vis de Maximilien, peut-être avait-il agi trop précipitamment par crainte des menaces de l'Union. Par un agent officieux, il avait eu des nouvelles qui ne laissaient aucun doute que, si les troupes françaises ne faisaient pas table rase des forces militaires des juaristes et de leurs chefs, tout l'édifice s'effondrerait tout d'un coup. L'empereur des Français devait se dire qu'un tel événement nuirait aussi énormément à sa réputation dans le monde entier. Il avait donc, encore, avant qu'Almonte lui eût fait connaître le but de sa mission, envoyé à Bazaine la copie d'un passage d'une telle lettre d'un « confident officieux » et demandé, contrairement à ses lettres précédentes, qu'il se mît avec ses troupes à la poursuite de différents chefs juaristes pour les exterminer, afin que le Mexique fût pacifié avant le départ des troupes françaises. Ce qui n'avait pas été possible en quatre ans devait être fait encore en toute hâte au dernier moment, alors que le mouvement de concentration et d'évacuation du corps d'occupation était déjà en train. La lettre (2) reflète très bien l'attitude de Napoléon à ce temps-là, attitude qui était déjà visiblement sous l'influence de sa mauvaise santé et de sa vie de débauches. La faiblesse de l'empereur se montrait, en face des nouvelles, souvent contradictoires, qui l'assaillaient, par le fait que ses actions prenaient un caractère indécis et hésitant et que les ordres et contre-ordres se succédaient souvent. La lettre n'arriva que vers le 15 juin entre les mains de Bazaine, donc au moment où ses dispositions d'évacuation étaient déjà

(1) Empereur Maximilien à Degollado, Mexico, 29 mai 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

(2) Napoléon III à Bazaine, 15 mai 1866, GAULOT, II, p. 311.

très avancées et où les juaristes, dont le nombre avait augmenté à vue d'œil à la nouvelle de l'évacuation prochaine et qui suivaient de près les troupes françaises, avaient déjà remporté partout des succès très importants. Surtout au nord la situation était devenue de plus en plus défavorable depuis que le Rio Grande del Norte n'était plus surveillé par les confédérés, mais par les troupes de l'Union, hostiles à l'empire du Mexique, et qui soutenaient la cause de Juarez là où elles le pouvaient. Au nord-est le chef juariste Escobedo avait appelé aux armes un nombre considérable de troupes contre les forces du général impérial Mejia qui occupait l'important port de Matamoros. A Tamanlipas, dans la contrée entre Tampico et Matamoros, les dissidents étaient les maîtres de la situation. Si l'on osait, même avec une escorte, envoyer un transport de ces ports à l'intérieur, il était attaqué et pris. Au mois de mars, Chihuahua avait aussi été perdue définitivement.

Lorsque Maximilien en reçut la nouvelle, il s'adressa, le 28 mai, à Bazaine, pour obtenir que Juarez, qui était entré dans cette ville, en fût chassé de nouveau. Le jour précédent l'empereur avait fait savoir à Napoléon qu'il exigerait cela de Bazaine, et avait saisi cette occasion pour lui envoyer le mémoire sur la nouvelle organisation de l'armée (1) et pour se plaindre du maréchal, qui, bien qu'il eût assuré Maximilien de « sa coopération parfaite », refusait aux officiers et sous-officiers français les avantages qui seuls pouvaient les amener à rester encore cinq ans de plus au service du Mexique (2). Quelque temps après, Maximilien arriva pourtant à s'entendre avec Bazaine, du moins sur la question de la mise sur pied des bataillons de chasseurs, qui devaient en partie aussi être commandés et administrés par des officiers français. Avec satisfaction il fit tout de suite part de ceci à Napoléon (3).

Bazaine fut d'abord complètement contre la réoccupation de Chihuahua et, comme cette demande que l'empereur lui

(1) Ce mémoire traitait la mise sur pied de la division de la légion (15 000 hommes), des huit bataillons franco-mexicains et de l'armée nationale avec un cadre d'officiers étrangers.

(2) Empereur Maximilien à Napoléon, Palais de Mexico, 27 mai 1866, copie. Vienne, Archives de l'État.

(3) Empereur Maximilien à Napoléon, Palais de Mexico, 10 juin 1866. Brouillon paraphé, Vienne, Archives de l'État.

avait adressée d'un ton si énergique ne cadrait nullement avec le plan général de retraite et qu'il n'avait pas encore reçu la lettre de Napoléon du 15 mai, il avait renvoyé l'entreprise pour demander d'abord des ordres à Paris. Entre temps, il reçut ladite lettre et commença d'exécuter la demande de Maximilien.

A ce moment, le général Escobedo réussit à attaquer un transport impérial, en route de Matamoros à Monterey. Une grande partie de l'escorte, appartenant aux troupes impériales mexicaines, passa à l'ennemi; ceux qui étaient restés fidèles, parmi eux, des volontaires autrichiens, furent décimés ou faits prisonniers. Ce fut un coup très grave pour l'empire, tant au point de vue matériel qu'au point de vue moral.

Maximilien apprit alors que les volontaires autrichiens avaient été retenus sur les instances de l'Union. Il avait fondé de grandes espérances sur ces renforts. Profondément déçu, il se plaignit de la « faiblesse impardonnable des grandes puissances européennes vis-à-vis de l'Union (1), « mais, assurait-il en même temps, il défendrait quand même, fidèle à son devoir, l'intégrité et la dignité de son pays par tous les moyens ! Si tous les gouvernements d'Europe abandonnent le Mexique, je n'abandonnerai pourtant pas ma patrie et je serai toujours prêt à combattre pour son bien ». Pour l'Autriche, son pays natal, Maximilien n'éprouvait que de la rancune et de l'indignation. « Si l'Autriche était loyale, écrivait-il à son ambassadeur à Vienne (2), elle aurait tout de suite embarqué les troupes, mais un gouvernement si lâche et si peu loyal ne pouvait naturellement pas agir autrement. Des paroles amères tombèrent aussi à l'adresse de Meysenbug et de Mensdorff, comme s'ils eussent pu agir autrement.

Entre temps, les choses allaient de mal en pis à Matamoros. Le général Mejia, qui avait perdu, lors de l'attaque du 16 juin, la plupart de ses troupes de garnison, dut enfin capituler le 22, mais obtint une sortie avec les honneurs de la guerre pour lui et le reste de sa garnison. Ceci fit une impression durable dans tout le pays. Un des endroits les plus grands et les plus consi-

(1) Empereur Maximilien à l'ambassadeur Duran, Palais de Mexico, 16 juin 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

(2) Empereur Maximilien à Barandiaran, Chapultepec, 16 juin 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

dérables, une douane et une forteresse importante, avaient été prises, Mejia, le meilleur général de l'empereur avait succombé. Dans les troupes impériales les désertions et les trahisons se multipliaient. Même dans la légion belge, à Monterey, on remarqua des mouvements de révolte. Entre les officiers français, belges et mexicains il y avait toujours des querelles. L'ordre de dissoudre la légion belge, qui avait été donné à cause des essais de révolte, dut rester inexécuté, parce que les soldats prirent une attitude menaçante. Aussi, dans le corps autrichien, le mécontentement régnait à cause du paiement irrégulier de la solde et de la mauvaise nourriture.

Le nouvel ambassadeur d'Autriche, baron de Lago, qui était encore sous l'impression que les démarches irréfléchies de l'empereur Maximilien, à propos du pacte de famille, avaient produites à Vienne, fit de l'empire une vraie oraison funèbre (1). Il disait que le juarisme relevait partout la tête et qu'on croyait de moins en moins à la durée de la monarchie. Les partisans les plus actifs devenaient apathiques, la popularité de l'empereur faisait place à une indifférence froide, mais respectueuse, les libéraux restaient les ennemis jurés du trône, duquel ils ne s'approchaient que pour mieux le trahir; enfin, on ne pouvait pas faire de rapport plus défavorable.

Un autre Autrichien aussi, le général comte Thun, commandant du corps des volontaires autrichiens, n'occasionnait que des soucis à son empereur. Il avait certainement une position très difficile vis-à-vis de son corps, qui ne recevait que très irrégulièrement sa solde, mais il faisait valoir ses droits sur un tel ton et veillait si peu à ce que ses soldats comprissent la situation précaire de l'empereur, qu'on peut supposer qu'il avait également reçu l'impression que l'empire était perdu et qu'il faudrait bientôt dire : sauve qui peut. En outre, son amour-propre était blessé par le fait qu'il était menacé d'être mis sous les ordres du commandement français.

Quand le ministère mexicain des Finances ne put pas, avec la meilleure volonté du monde, suffire à un ordre de paiement pour les volontaires autrichiens, le comte Thun adressa

(1) Baron de Lago au comte Mensdorff, Mexico, 23 juin 1866. Vienne, Archives de l'État.

le 21 juin le télégramme suivant à l'empereur (1) : « Je vous prie de me donner des ordres sur ce que je dois faire si le ministère impérial des Finances se moque des ordres de Votre Majesté et veut amener une catastrophe, qui devient par là même inévitable et de laquelle je ne puis assumer la responsabilité.

« THUN, général. »

Maximilien, qui se trouvait alors à Cuernavaca, télégraphia à Pierron qu'il devait s'expliquer avec Thun. Pierron eut la plus mauvaise impression du général, qui fut encore augmentée par l'antagonisme qui régnait dès le début entre les officiers français et autrichiens et fit un rapport dans ce sens à l'empereur. Ce dernier, encore tout indigné par l'attitude de son pays natal dans la question de l'envoi de renforts de volontaires, lui répondit que les procédés de Thun ne l'étonnaient nullement, puisqu'il avait souvent rencontré parmi les généraux autrichiens de tels caractères violents et injustes (2). « Ces personnes, écrivait l'empereur plein de mauvaise humeur, ne connaissent ni loi, ni bien public, ils ne savent rien des rouages d'un bon gouvernement. C'est pour cela que la sagesse gouvernementale exige que les gens d'épée obéissent aveuglément sans jamais parler ni juger. »

Maximilien donna ensuite à Pierron des directives sur ce qu'il fallait pour éviter que Thun ne fit un scandale. Encore une fois l'empereur développa ses idées sur ce qui était nécessaire dans le cas actuel. On devait s'appuyer sur la race indienne, créer une bonne armée nationale, mettre de l'ordre dans les finances en relevant les richesses naturelles du pays, attirer à soi des gens loyaux et honnêtes; programme excellent, mais l'empereur manquait de moyens pour l'exécuter!

Pierron, qui avait de plus en plus gagné la confiance de l'empereur Maximilien, ne cessait de prêcher de l'énergie. Il était persuadé de donner par cela de bons conseils à son empereur. Mais sur cette question l'empereur faisait la sourde oreille. La cour martiale d'Agascalientes avait de nouveau

(1) Vienne, Archives de l'État.

(2) Empereur Maximilien à Pierron, Cuernavaca, 23 juin 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

prononcé cinq arrêts de mort et Maximilien avait gracié les condamnés. Le général mexicain, Mendez, était intervenu auprès de lui en leur faveur. Pierron s'y opposa et pour appuyer son opinion il raconta l'anecdote suivante à l'empereur : « Un jour un prince philosophe visita une prison. Tous les détenus prétendaient être innocents, seul un d'eux avoua être coupable. Croyez-vous que le prince mit alors en liberté ceux qui avaient déclaré être innocents? Point du tout! » — « Qu'on mette le coupable en liberté, ordonna-t-il, car il n'est pas digne de rester parmi tant de gens honnêtes. » — « Que dira la population d'Aguascalientes, disait Pierron, que diront les juges? Je n'en doute pas, l'ayant entendu assez souvent : de cette manière, il faut désespérer de jamais pacifier le pays. C'est une belle chose que d'avoir des idées libérales, mais c'est autre chose que de savoir gouverner.

« Votre Majesté, je le sais, sera exaspérée par ma ténacité à propos de la question des cours martiales. Mais secouez cette atmosphère de la cour, ne consultez pas les savants fats (*licenciados*), mais tous les gens raisonnables et pratiques, tous les étrangers, qui que ce soit, et vous verrez que je soutiens contre vous la cause de la justice, de la raison et de la vérité. »

Il est étrange de voir quel ton un jeune capitaine prenait déjà alors vis-à-vis de l'empereur. Bien que l'intention fût bonne, la forme laissait sûrement à désirer. Et la chose avait les conséquences les plus funestes, car de cette manière on extorquait à l'empereur, qui se défendait de son mieux, ces décrets draconiens, qui, plus tard, devinrent une si terrible arme contre lui-même. Au moment où il dut rendre compte des mesures prises, tous ceux qui l'avaient conseillé étaient déjà en sûreté. Dans sa réponse à Pierron, l'empereur dit (1) qu'il n'avait pas manqué d'énergie, mais que le bien public exigeait qu'on ne s'écartât jamais de la voie de la justice. L'empereur ne se refusait pas à la nécessité d'être sévère, mais il avait l'intention de remplacer la peine de mort par la déportation, ce que, en somme, Pierron avait conseillé lui-même jadis. Il donna donc l'ordre secret à Pierron d'établir avec soin une liste aussi complète que possible des individus douteux dans

(1) Empereur Maximilien à Pierron, 28 juin 1866. Brouillon paraphé. Vienne, Archives de l'État.

la capitale et les environs. Ces gens devaient ensuite être arrêtés tous à la fois dans la nuit et transportés de suite à Vera-Cruz, et de là en bateau au Yucatan.

Les juaristes et les partisans de Santa-Anna devaient être frappés en même temps par cette mesure, et l'empereur s'en promettait un soulagement essentiel dans la situation politique. Au fond, c'était ce qu'avait fait le modèle de Maximilien, Napoléon III, lorsqu'il fit arrêter et déporter dans la nuit du 1^{er} au 2 décembre 1851, lors de son coup d'État, soixante chefs des partis opposés. Maximilien était encore et toujours fasciné par la personnalité et les actions de Napoléon III et se plaisait dans la décision de vouloir l'imiter. Malgré tout ce qui était arrivé, il ne pouvait pas se défaire de Napoléon. Le 29 juin, encore, il exprima dans une lettre (1) son contentement, que l'empereur, pour sa personne, n'avait pas changé de sentiments envers le Mexique. Mais Napoléon avait en lui un véritable ami. Ce que Maximilien surestimait Napoléon et son pouvoir ressort du fait qu'il exprima l'espérance qu'un congrès se réunirait sous la présidence de l'empereur des Français pour résoudre les questions pendantes et que ce congrès voterait sur la proposition de Napoléon une déclaration dirigée contre l'Union et la doctrine de Monroë.

Lorsque la convocation de la conférence fut une chose résolue, Maximilien engagea Napoléon à inviter les représentants des puissances européennes de maintenir avec énergie le principe de leur influence légitime sur le nouveau continent (2). L'empereur prouva de nouveau sa confiance inaltérable en l'aide de Napoléon, en le priant en même temps de lui donner des officiers d'artillerie, d'intendance et d'administration, puisque l'organisation de l'armée nationale avançait très bien, grâce aux efforts du nouveau chef d'état-major de Bazaine, le général Osmont, et de l'intendant-général Friant. Maximilien désirait également le retour des généraux Brincourt et Garnier et attendait « avec impatience » les sous-secrétaires d'État pour la Justice, l'Instruction publique et le

(1) Empereur Maximilien à Almonte, Chapultepec, 29 juin 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

(2) Empereur Maximilien à Napoléon III, 29 juin 1866. Brouillon paraphé, Vienne, Archives de l'État.

Commerce, que Loysel avait déjà demandés à Paris. Plus les Français voulaient retirer leurs mains du jeu, plus l'empereur Maximilien tâchait de les assujettir à l'empire.

Mais on pouvait voir clairement que la France abandonnait déjà complètement la partie dans la réponse du cabinet français à la démarche d'Almonte, réponse datée du 31 mai et que l'ambassadeur Dano avait remise. Elle rappela Maximilien à la réalité d'une manière très dure. Elle ne contenait pas seulement, comme nous l'avons dit, un refus complet, mais elle montrait également que la démarche d'Almonte n'avait fait qu'accentuer considérablement l'attitude hostile des cercles compétents à Paris. Dans un mémoire détaillé (1), on essayait de mettre sur le dos de Maximilien et du Mexique la responsabilité pour tous les échecs. D'abord on exprimait, dans ce mémoire, l'étonnement à propos de la méconnaissance complète de la situation, ensuite on prétendait que la France n'avait reçu que très incomplètement du Mexique les compensations équivalentes qui lui étaient promises et soulignait que les frais de la France augmentaient perpétuellement. Plus loin, on faisait ressortir la résistance systématique des conseillers de Maximilien et on déclarait qu'il était absolument impossible de prendre en considération les propositions d'Almonte, dictées par l'illusion.

Enfin Maximilien devait signer une convention, qui remplacerait celle de Miramar et dans laquelle on demandait, entre autres, la moitié des revenus des douanes, revenus dont un quart devait déjà être employé pour l'emprunt anglais. Si Maximilien n'acceptait pas, toutes les troupes françaises seraient immédiatement retirées, dans le cas contraire, on s'en tiendrait aux délais déjà connus.

Cette exigence fit déborder la coupe. Les revenus des douanes, qui avaient déjà été considérablement restreints par la perte de Matamoros, étaient les seuls moyens à la disposition du gouvernement impérial. En outre, Bazaine reçut de Paris l'ordre de cesser immédiatement le paiement de la somme d'un demi-million de francs, concédé de concert avec Dano, à l'empereur du Mexique sous réserve de la permission du gouvernement français et qui devait être employé avant

(1) Copie, Vienne, Archives de l'État.

tout pour l'organisation des « cazadores ». Parce qu'Almonte avait demandé d'une façon non équivoque le rappel de Bazaine, on avait également retiré cette concession et on avait laissé libre le maréchal de rester au Mexique aussi longtemps que bon lui semblerait. Vu le nouvel état de choses, il était évident que les troupes françaises ne devaient plus entreprendre des actions considérables.

La France abandonnait donc la « mauvaise affaire » mexicaine et cherchait à retirer de la débâcle autant d'argent que possible.

On ne prenait plus aucun égard pour Maximilien, il devait se tirer d'affaire comme il pouvait. Maintenant, sa confiance inaltérable dans l'amitié de Napoléon devait enfin être ébranlée !

On avait fait attendre Almonte quinze jours à Paris sans lui donner de réponse, et c'est seulement lorsqu'il en exigea une qu'il apprit l'essentiel du contenu du mémoire. Très embarrassé il rapporta à Maximilien qu'il lui était impossible d'obtenir seulement l'approbation des paiements mensuels par Bazaine. Il laissait à Herzfeld, qui se rendit au Mexique, le soin d'instruire l'empereur de l'état lamentable de l'opinion publique en Europe. Almonte ne put se défendre de profiter, malgré l'échec complet de sa démarche, de ce moment de dépression la plus complète pour conseiller (1), à l'empereur dans l'intérêt de son parti, un changement radical dans le personnel du gouvernement et une orientation de la politique dans un sens conservateur. Mais il n'osait pas demander, conformément aux ordres reçus, le rappel immédiat des troupes françaises. Il était trop sous le charme de Napoléon, son ancien protecteur. Maximilien dut donc apprendre que Napoléon menaçait du rappel de ses troupes comme moyen de chantage, mesure qu'il avait voulu demander lui-même de l'empereur des Français dans un sentiment d'amour-propre blessé. La nuit fut éclairée subitement et Maximilien reconnut tout d'un coup qu'il était trahi et abandonné, personne ne lui obéissait plus.

Dans le pays même, les mauvaises nouvelles succédaient aux

(1) Almonte à l'empereur Maximilien, 7 juin 1866. Vienne, Archives de l'État.

mauvaises nouvelles. Le Nord tout entier était en révolte, Juarez encouragé par les États-Unis, et même la grande voie de communication entre Mexico et la mer à Vera-Cruz était menacée. L'organisation de l'armée rencontrait toutes sortes de difficultés et le ministre de la Guerre venait de rapporter que la situation financière du pays était telle, qu'on serait forcé de cesser complètement le paiement des troupes, bien qu'on le conjurât de partout d'envoyer la solde (1). Avec tout cela arrivèrent, le matin du 6 juillet, des nouvelles disant que la guerre entre l'Autriche et la Prusse avait éclaté et que toute l'Europe semblait saisie d'une agitation fiévreuse.

Sous le coup de ces nouvelles, le Français E. Burnouf écrivit du palais de Mexico à l'empereur (2), que la France était restée encore neutre dans le conflit austro-prussien, mais que Napoléon avait l'intention de gagner la rive gauche du Rhin et d'assurer à l'Italie la frontière des Alpes. Même, s'il n'y avait pas de guerre générale en Europe, les puissances seraient obligées d'être sous les armes encore pendant longtemps. « C'est dire que le Mexique est exposé à se voir abandonné à ses propres forces. L'Amérique ferait maintenant la même chose que l'Europe, lorsqu'elle profita du conflit entre le Nord et le Sud pour occuper le Mexique. » Burnouf utilisa également cette occasion pour emboucher la trompette de Pierron : « Les affaires d'Europe, écrivait-il, sont une occasion favorable pour vous redresser par un coup d'État. Il faut que Votre Majesté et ses ministres aient une main de fer et que vous surtout, Sire, vous fassiez violence à votre caractère et à cet amour de pardonner qui vous domine. C'est moi, Sire, un républicain démocrate, qui viens, la main sur la conscience, vous dire : Soyez dictateur comme César ou mieux comme Napoléon I^{er}. Le salut de l'empire et de la nation mexicaine n'est qu'à ce prix. En deux mots : il faut auprès de Napoléon un homme qui n'ait pas peur de dire la vérité, et au Mexique entre vos mains la dictature la plus absolue. »

Burnouf se désignait évidemment lui-même en parlant d'un

(1) Garcia à l'empereur Maximilien, 9 juillet 1866. Vienne, Archives de l'État.

(2) E. Burnouf à l'empereur Maximilien, 6 juillet 1866. Vienne, Archives de l'État.

homme de confiance nécessaire dans l'entourage de Napoléon III. Il était également tenté d'échanger le Mexique dangereux contre la sûreté de Paris. Ses conseils étaient donc très transparents.

Le sous-secrétaire d'État de la Marine, Léonce Détroyat, qui était adjoint à la chancellerie de l'empereur et regardé par ses compatriotes comme un ami trop franc de Maximilien, amitié pour laquelle il avait été forcé de quitter le service immédiat de l'empereur, lui écrivit peu avant avec la plus grande franchise pour l'avertir. Cet homme voulait du bien à son maître, et en outre il envisageait la situation d'un coup d'œil sûr et clair, et pria instamment l'empereur de ne pas se bercer d'illusions (1). « Le sort de l'empire, écrivait-il, se joue en ce moment. Le voile est tombé. La politique depuis quelque temps douteuse de Napoléon se dessine nettement aujourd'hui. La chute de Votre Majesté en sera la conséquence fatale. Il ne faut plus songer aux promesses de Miramar, il ne faut plus croire à l'amitié d'un frère souverain. Il n'est pas une personne qui ait reçu une lettre d'Europe qui ne dise : l'empereur va tomber ! Votre Majesté peut fonder des espérances dans la lutte, dans la résistance. Pour moi, je les crois inutiles ; plus que cela, je les crois dangereuses. Les troupes françaises doivent se retirer à tout prix. Bazaine a été une sorte de tutelle gênante, mal comprise, faussement employée, et qui a donné de pitoyables résultats. Mais maintenant Napoléon dit : « Je ne peux plus tenir les promesses, je viole tout, je retire mes troupes, j'exige mon argent et je vous abandonne. »

Détroyat conseilla ensuite à l'empereur de s'adresser aux Mexicains dans une proclamation et de leur dire qu'il était venu au milieu d'eux pour les sauver de l'anarchie. Il avait entrepris cette tâche difficile parce qu'il comptait aveuglément sur les promesses d'un souverain, qui avait juré de le soutenir

(1) Léonce DÉTROYAT a publié lui-même une partie de ces lettres d'avertissement, datées du 6 et 7 juillet 1866, dans son livre intitulé : *l'Intervention française au Mexique*, Paris, 1868, texte qui a aussi été reproduit par OLLIVIER, XI, p. 72. Mais tout ce qui avait trait à Napoléon était omis, puisque son livre parut encore sous le règne de ce dernier. Les originaux se trouvent à Vienne dans les Archives de l'État et sont datés tous les deux du 6 juillet 1866.

et de ne jamais l'abandonner. Maintenant tout était changé. Mal servi et mal secondé, il n'avait pu accomplir son œuvre immense comme il l'avait rêvée, et c'est pourquoi il céda devant de cruelles nécessités et retournait dans son pays, sans jamais vouloir perdre de ses yeux l'intérêt du Mexique.

« Voilà ce que je ferais sans hésiter, écrivait ce brave Français, et surtout sans retard. Pour être loyal jusqu'à la fin, j'écrirais dignement, énergiquement à l'empereur Napoléon, je lui dirais mes intentions en lui rappelant ses promesses, je ne lui cacherais pas ma surprise pénible devant sa conduite, je démasquerais sans réserve mes ennemis et après tout, comme il y a un Dieu qui punit toujours les mauvaises actions, je m'en rapporterais à lui avec toute confiance pour le dénouement de cet infortuné drame. Sire, j'ai parlé avec tout mon cœur. »

Maximilien fut vivement impressionné par ces paroles franches, loyales et tout à fait conformes à la situation. Il faut hautement apprécier cette attitude impartiale qui n'était pas sans danger pour un Français. Il ne pouvait fermer les yeux devant le fait que son conseiller avait parfaitement raison et voyait que le moment était venu où il devait se dire que toutes les peines étaient perdues. Une lutte pénible se livra en lui. Ce qui le peinait surtout, c'était l'idée d'être obligé de rentrer en Autriche et d'avouer à son frère et à tous ceux qui l'avaient averti qu'il s'était trompé, et que l'œuvre qu'il avait entreprise avec tant d'enthousiasme avait échoué. Mais il ne voyait plus d'issue.

Déjà il voulait se décider à publier son renoncement au trône, lorsque l'impératrice Charlotte s'en mêla. Elle ne s'était occupée que de très peu de choses politiques l'année précédente et s'était vouée avec une ardeur infatigable à la bienfaisance. Mais maintenant qu'elle voyait son mari et sa couronne menacés, l'ambition et la soif du pouvoir s'éveillèrent en elle, soif qu'elle avait héritée de son père, le premier roi des Belges. Son mari devait-il être sacrifié aux intrigues, à la mauvaise volonté et à un caprice passager du sort? Faudrait-il abandonner d'un coup cette œuvre brillante pour laquelle ils s'étaient fait pendant des années des tourments et des soucis? Non et mille fois non! Charlotte insista auprès de son mari qui hésitait encore, pour qu'il renonçât à cette idée, qu'il prît

courage et qu'il persévérât dans son œuvre. Elle offrit finalement d'aller elle-même en Europe pour demander à l'empereur Napoléon III et au pape de continuer à soutenir le Mexique et de lui assurer les secours indispensables.

Maximilien reprenait courage en voyant l'énergie et la fermeté de sa femme. Au fond de son âme il ne renonçait que très difficilement à cette idée qui le possédait tout entier, de relever un peuple, richement doué par la nature, mais tombé dans l'anarchie, et de le rendre heureux par son travail et sa sollicitude. Il s'accrochait donc de toutes ses forces à cette dernière ressource. Le voyage de l'impératrice fut décidé et en même temps on fixa qu'elle ne devait visiter que Paris et Rome, mais qu'elle devait éviter de passer par Bruxelles et par Vienne à cause de l'attitude desdits gouvernements dans la question des volontaires.

Le 5 juillet, l'empereur Maximilien annonça à sa mère, l'archiduchesse Sophie, le départ prochain de son épouse (1) :

« MA CHÈRE ET BONNE MAMAN,

« Je profite de l'occasion sûre d'une excursion de Charlotte en Europe, pour vous envoyer, ma bonne mère, ces lignes. Charlotte entreprend un voyage dans le vieux monde pour y travailler la question mexicaine comme notre ambassadeur le plus sûr et le plus adroit. Elle est munie de mes instructions secrètes et sa tâche principale sera de rappeler certaines promesses pour le bien du Mexique et de demander du soutien pour différentes choses. Combien il m'a coûté de me séparer d'elle, il m'est impossible de le dire. De savoir la compagne, l'étoile de sa vie, si loin, et cela à un moment où peut-être toute l'Europe est en flammes, ceci est très dur. Mais lorsqu'il s'agit du devoir, il faut savoir faire des sacrifices, même les plus pénibles. La persuasion d'avoir partout fait son devoir vous procure une satisfaction bienfaisante qui vous relève. Mais j'espère que Charlotte en aura bientôt fini avec les affaires et qu'elle pourra être de retour dans quelques mois. Ces mois, pendant lesquels l'océan nous séparera, seront pour moi la plus

(1) Maximilien à l'archiduchesse Sophie, Chapultepec, 5 juillet 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

dure épreuve de ma vie, mais pour un grand but il faut savoir faire de grands sacrifices.

« Ce temps passera plus vite et me paraîtra plus facile à supporter parce que je vais probablement entreprendre pendant l'absence de Charlotte plusieurs voyages importants dans le pays. Puisque l'Europe nous a abandonnés de toutes parts d'une façon ignominieuse et que le monde, devenu vieux, tremble lâchement devant l'Amérique du Nord, une activité des plus intenses est doublement nécessaire ici.

« Les monarques d'Europe, qui, par une faiblesse impardonnable, s'inclinent devant la république, notre voisine, ne la connaissant pas, auront à s'en repentir amèrement plus tard. Mais ceci ne me regarde pas. Je dois uniquement songer nuit et jour à sauver ma patrie nouvelle, mais déjà si ardemment chérie, autant qu'il m'est possible avec mes faibles forces. Charlotte pense comme moi et me seconde avec une activité fidèle et loyale. C'est ce qui explique sa décision rapide de son voyage et de son séjour en Europe. Que Dieu la protège et qu'il nous la ramène saine, gaie et contente ! Si elle réussit dans sa mission difficile, le Mexique devra lui être doublement reconnaissant. Elle est accompagnée du ministre des Affaires étrangères, un homme fidèle et honnête, qui l'aidera sûrement dans la mesure du possible dans ses démarches pénibles. Le fidèle Bombelles, un de nos chambellans et une délicieuse dame du palais voyageront, en outre, avec elle. Je ne sais pas encore si Charlotte pourra faire une fugue vers son cher Miramar. Malheureusement elle ne peut pas, pour causes politiques, visiter maintenant Bruxelles et Vienne, et je crois que sa présence ne ferait que gêner dans ces moments pénibles. Le gouvernement autrichien surtout a été forcé, par la situation politique, de prendre envers nos volontaires à Trieste une attitude telle qu'il est impossible à Charlotte d'entreprendre en ce moment un voyage à Vienne. Ces mêmes raisons lui feront éviter Bruxelles. Ceci est aussi un sacrifice très dur pour la pauvre Charlotte, mais le devoir avant tout. » En terminant l'empereur se recommandait aux prières de sa mère, lui, qui était seul et si loin.

A peine cette lettre avait-elle été écrite que de nouveaux doutes s'emparèrent de Maximilien. Les paroles de Détroyat ne lui sortaient pas de la tête. Son épouse n'était-elle pas seule

à lui conseiller de rester ? Cette jeune femme avait-elle assez de jugement politique pour pouvoir décider dans des moments si difficiles ? Les résolutions de Maximilien recommençaient à fléchir et il se demandait s'il ne serait pas mieux de renoncer de suite à la couronne. Lorsque l'impératrice vit l'état d'esprit de son mari, elle employa des moyens plus énergiques. Elle le connaissait très bien et savait qu'il était très sensible au point d'honneur. Elle résolut de le prendre par son honneur d'homme et de prince et rédigea à cette heure décisive un mémoire détaillé (1) qu'elle lui remit personnellement et dont elle voulait tranquillement attendre l'effet.

« Charles X (2), disait l'impératrice, et mon grand-père (3) se sont perdus pour avoir abdiqué. Voilà pourquoi il ne faut pas recommencer. Le premier a rendu sa descendance impossible en France « et fait briser les fleurs de lys en sac de l'archiduché (4) ». Le deuxième, après un règne prospère de dix-huit ans, a condamné sa famille à un long exil, son gouvernement à n'être dans la bouche des contemporains qu'un gouvernement de rhéteurs.

« Abdiquer c'est se condamner et se donner à soi-même un brevet d'incapacité, cela n'est concevable que chez les vieillards et chez les imbéciles. Cela n'est pas le fait d'un prince de trente-quatre ans, plein de vie et d'avenir. La souveraineté est le dépôt le plus sacré qu'il y ait parmi les hommes. On n'évacue pas le trône comme une assemblée que cerne un corps de garde. Du moment où l'on accepte les destinées d'une nation, on le fait à ses risques et périls, on n'est jamais libre de l'abandonner. Je ne connais pas de situation où l'abdication soit autre chose qu'une faute ou une lâcheté, elle ne saurait être nécessaire que dans le cas d'un crime commis contre les intérêts qu'on doit sauvegarder, « un traité onéreux de signer, une portion du territoire de céder » (*sic*) ! alors c'est une excuse et une réparation, cela ne saurait jamais être autre chose.

(1) Copie, Vienne, Archives de l'État.

(2) Charles X, roi de France (1824-1830), renonça au trône après la révolution de 1830 en faveur de son petit-fils, Henri de Bordeaux, qui n'arriva pas au trône.

(3) Louis-Philippe, roi de France (1830-1848) ; sa fille Marie-Louise était la mère de Charlotte.

(4) Cité textuellement.